

Genève: le Conseil d'Etat autorise le click & collect

4 nov 2020 - 12:46

Communiqué, **CCIG**, FCG, NODE & Trade Club

La **CCIG**, avec plusieurs partenaires dont le Trade Club, lance une campagne pour rappeler aux Genevois que leurs commerces, même fermés, sont en capacité de les servir.

Fait marquant par rapport au semi-confinement du printemps dernier, le Conseil d'Etat a autorisé le click & collect. Ce mode d'achat s'ajoute ainsi à l'achat en ligne avec livraison à domicile. La CCIG, en partenariat avec la Fédération du commerce genevois (FCG), la Nouvelle organisation des entrepreneurs (NODE) et le Trade Club, lance une campagne pour rappeler aux Genevois que leurs commerces, même fermés, sont en capacité de les servir.

En temps ordinaire, d'ici Noël, environ 500 millions de francs seraient dépensés dans les commerces genevois (hors alimentation). «Il est essentiel que ces montants continuent d'être dépensés à Genève et non ailleurs», dit **Vincent Subilia**, directeur général de la **CCIG**. «Le click & collect, à côté de la vente en ligne, est la seule opportunité maintenue à Genève, alors que dans le canton de Vaud les commerces peuvent demeurer ouverts. Nous engageons les Genevois à faire un usage abondant de celle-ci.»

De nombreux commerces genevois proposent la vente en ligne, avec livraison et/ou en click & collect. Il existe aussi des plateformes regroupant les articles de plusieurs enseignes. C'est par exemple le cas de GenèveAvenue.ch, qui propose actuellement plus de 100 commerces genevois et 100'000 produits référencés avec, au choix, la livraison à domicile en 24-48h et le click & collect. «Certes, certains commerces ont dû à nouveau fermer leurs portes, mais cela ne veut pas dire que les Genevois ne peuvent plus faire leurs achats localement, dit Sophie Dubuis, présidente de la FCG, nous encourageons tous nos clients à en prendre conscience». Et **Sébastien Aeschbach**, cofondateur de la plateforme GenèveAvenue et membre du comité du Trade Club, d'insister: «Les commerces aujourd'hui fermés rassemblent environ 10% des emplois du canton; les soutenir, c'est protéger l'emploi».

C'est donc pour rappeler cela qu'une campagne sera déployée ces prochains jours en ligne, notamment sur les réseaux sociaux. Pour Yves Menoud, secrétaire patronal de la NODE, «c'est le moment ou jamais de faire preuve de solidarité et non pas juste d'en parler. Et en plus, c'est facile, les outils existent chez nous!»

Des moyens sont à l'étude en vue d'un déploiement rapide pour les commerces qui ne sont pas encore en ligne mais qui souhaiteraient franchir le cap à la faveur de la crise.